

**Ukraine - L'UE ajoute à sa liste des
sanctions six entités ayant participé
à la construction du pont du détroit
de Kertch reliant la Russie à la
Crimée annexée illégalement -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 31 juillet 2018)**

Le Conseil a ajouté six entités à la liste des personnes, entités et organismes faisant l'objet de mesures restrictives eu égard à des actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine. Ces entités ont été inscrites sur la liste en raison de leur participation à la construction du pont du détroit de Kertch, qui relie la Russie à la péninsule de Crimée annexée illégalement. Par leurs actions, elles ont contribué à consolider le contrôle qu'exerce la Russie sur la péninsule de Crimée annexée illégalement, ce qui compromet davantage l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine.

Les mesures prises par l'UE consistent en un gel des avoirs, ce qui signifie que tous les avoirs appartenant à ces entités dans l'UE sont gelés et que les personnes et entités établies dans l'UE ne peuvent mettre aucun fonds à leur disposition.

La décision d'ajouter ces entités porte à 44 le nombre total des entités inscrites sur la liste de l'UE. Par ailleurs, l'UE a institué une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et un gel des avoirs à l'encontre de 155 personnes dans le cadre de ce régime de sanctions.

Les actes juridiques, qui comportent les noms des personnes concernées, seront publiés au Journal officiel de l'UE du 31 juillet 2018. Ils ont été adoptés par le Conseil selon la procédure écrite.

Parmi les autres mesures mises en place par l'UE en réaction à la crise en Ukraine figurent notamment:

- des sanctions économiques visant des secteurs spécifiques de l'économie russe, actuellement en vigueur jusqu'au 31 janvier 2019;
- des mesures restrictives en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol, limitées au territoire de la Crimée et de Sébastopol, actuellement en vigueur jusqu'au 23 juin 2019./.